

BOKO HARAM

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION

Marc-Antoine Pérouse de Montclos*

* Chercheur à Chatham House, Londres

À l'heure où l'Union africaine, le Nigeria, le Niger, le Tchad, le Cameroun et le Bénin prévoient de mobiliser plus de 8 000 hommes pour lutter contre Boko Haram, l'analyse qui suit se focalise sur les enjeux régionaux de la crise. Elle ne vise pas à revenir sur la genèse et la dimension sociale de la secte, qui ont déjà été traitées ailleurs sur la base d'enquêtes de terrain et de sources secondaires¹. Dans une première partie, l'objectif est davantage de rappeler que Boko Haram est présent au Niger, au Tchad et au Cameroun dès son émergence à Maiduguri dans la région du Borno au début des années 2000. Il importe à cet égard de noter qu'on n'assiste pas à une extension de son emprise territoriale mais à une expansion de son théâtre d'opérations militaires depuis que les armées des pays voisins du Nigeria ont à leur tour entrepris d'essayer d'écraser la secte.

L'implication grandissante du Niger, du Tchad et du Cameroun dans la lutte contre le terrorisme djihadiste a en effet rompu le pacte de non-agression mutuelle qui prévalait jusqu'alors. Dans un communiqué audio du 6 juin 2014, la secte menaçait ainsi le président Idriss Déby de représailles s'il se décidait à intervenir aux côtés du Nigeria. Dans un entretien filmé et diffusé le 28 janvier 2015, un porte-parole des insurgés expliquait également que le groupe cesserait d'attaquer le Niger et le Tchad si ceux-ci arrêtaient de s'en prendre à Boko Haram. De fait, c'est l'internationalisation de la réponse à la menace terroriste qui, à terme, pourrait contribuer à internationaliser un mouvement qui, jusqu'à présent, concentrait son venin sur le Nigeria, n'entretenait pas de liens diasporiques et ne se coordonnait pas avec d'autres groupes djihadistes dans la bande sahélienne.

Dans un second temps, l'étude montre alors qu'une coopération militaire renforcée entre le Nigeria et les pays francophones de la région n'est ni réaliste ni faisable. Aussi convient-il de repenser la gestion régionale de la « guerre contre le terrorisme » dans le pays le plus peuplé d'Afrique. Aux yeux des juristes du Comité international de la Croix-Rouge et d'Amnesty International, les combats entre Boko Haram et l'armée nigérienne relèvent d'abord d'un conflit armé non international. Mais l'intervention des forces tchadiennes au

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



1. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine (dir.) [2014], *Boko Haram : Islamism, Politics, Security, and the State in Nigeria*, Ibadan, IFRA-Nigeria, Leiden, African Studies Centre, Waposo Series n°2, 275 p. ; « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », Paris, Centre d'études et de recherches internationales, Question de Recherche no 40, 2012, 33 p.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

Cameroun et au Niger, de pair avec des empiètements sur le territoire nigérian, pourrait donner une tout autre dimension à la crise.

Le Niger dans l'œil du cyclone

La présence ancienne de Boko Haram dans les pays limitrophes du Nord-Est du Nigeria tient à des facteurs à la fois structurels et conjoncturels. La faiblesse des États de la région, la porosité des frontières, le poids de l'histoire et les affinités ethniques avec les peuples de l'Adamawa au Cameroun ou du Kanem-Borno au Niger et au Tchad n'y sont évidemment pas pour rien. Mais à partir de 2009, la répression de l'armée nigériane contribue aussi à précipiter la dispersion (*taqiyya*) des cadres de Boko Haram, stratégie de repli qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le mot d'ordre du vizir de Sokoto en 1903, lorsque celui-ci appela les fidèles du califat à l'exode pour échapper à la conquête militaire du colonisateur britannique.

Du fait de sa proximité culturelle, religieuse et géographique avec le Borno, l'angle mort que constitue la région de Diffa, au Sud-Est de la République du Niger, est naturellement aux avant-postes de la crise. Traditionnellement, ses étudiants coraniques allaient y étudier l'islam au Nigeria. Avec la colonisation britannique, la ville de Maiduguri est également devenue le point de départ du pèlerinage à La Mecque, en l'occurrence depuis un aéroport moderne construit par les Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. À plus de 1 300 kilomètres de Niamey, la région de Diffa s'est ainsi développée sous l'influence de son puissant voisin anglophone, tant sur le plan économique que religieux. Aujourd'hui, on y retrouve tous les courants qui traversent l'Islam au Nigeria : depuis les confréries soufies de la Qadiriyya et de la Tijaniyya, apparemment dominante, jusqu'aux salafistes Izala et aux « chiites » dits Yan Schia, idéologiquement proches des Frères musulmans.

D'après la légende², le fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf, est lui-même réputé avoir vécu au Niger dans le village de Kelakam où était née sa mère et où, d'après des témoignages recueillis à Diffa, il serait revenu tuer le marabout qui lui avait enseigné un Islam syncrétique. Situé à la lisière de l'État nigérian du Yobe, ledit village, qui signifie la « tête coupée », fait aussi référence à l'esprit frondeur et rebelle de ses habitants, qui excellaient dans le commerce caravanier autrefois et la contrebande transfrontalière aujourd'hui. La zone se caractérise en effet par la très faible présence des représentants des pouvoirs publics. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'en 2002, les premiers militants du mouvement de Mohamed Yusuf établissent leur ferme collective sur la frontière du Niger, à Kanama dans la collectivité locale de Yunusari, après avoir dû quitter leur campement de Zagi-Biriri dans un endroit désertique de la collectivité locale de Tarmuwa, à 70 kilomètres au nord du chef-lieu administratif du Yobe, Damaturu. À l'époque, ceux qu'on appelle les

2. La légende veut que des éleveurs touarègues aient décapité les autochtones qui avaient refusé de leur donner gratuitement les pains de sel qu'ils réclamaient pour leur bétail.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

« Talibans » signent et distribuent à Diffa des pamphlets annonçant l'établissement d'un État islamique³. Reprenant les fatwas de la secte, dont le surnom Boko Haram signifie que « l'éducation d'inspiration occidentale est un sacrilège », des prêcheurs extrémistes vilipendent pour leur part la déviance doctrinaire des marabouts du cru, qui sont accusés de recourir à la sorcellerie et d'utiliser des parfums pour attirer les esprits. À Diffa, ils essaient de s'emparer des lieux de prière des Izala et sont finalement chassés par leurs coreligionnaires de la mosquée centrale de la ville en 2007.

Le Cameroun, lieu de refuge puis champ de bataille

Le Cameroun n'est pas non plus épargné par le prosélytisme des fidèles de Mohamed Yusuf, en particulier dans les Monts Mandara. Tout comme au Niger, la porosité des frontières et les proximités culturelles expliquent la facilité avec laquelle la secte parvient à rayonner au-delà des limites de l'actuel État du Borno. Aujourd'hui situé au Nigeria sur la route goudronnée entre Maiduguri et Ndjamena, le fief de Boko Haram à Dikwa a ainsi été camerounais jusqu'au départ du colonisateur allemand en 1914. Historiquement, les Kanouri du Borno ont par ailleurs exercé une grande influence politique et religieuse sur les populations du Nord Cameroun. Inversement, ces dernières ont participé aux révoltes islamistes qui ont ravagé le Nord du Nigeria. Le prophète Muhammadu Marwa « Maitatsine », qui mena la grande insurrection de Kano en 1980, était d'origine camerounaise, tout comme Maman Nur, qui serait le commanditaire des attentats de Boko Haram contre les bureaux des Nations Unies à Abuja en 2011. Dans le Nord du Cameroun au cours des années 1970, le président Ahmadu Ahidjo poussa également à l'exil au Nigeria les prédicateurs du mouvement Tarabiyya, une branche de la Tijaniyya qui prêchait « l'éducation morale » et dont les mosquées furent détruites au bulldozer par les forces de l'ordre.

De façon plus conjoncturelle, les « Talibans » sont aussi allés trouver refuge dans les Monts Mandara lorsqu'ils ont été délogés de Kanama par la police nigériane début 2004. Des villages du côté camerounais ont ainsi servi de bases arrière aux fidèles de la secte, tant pour se ravitailler que pour s'approvisionner en armes, voire s'entraîner ou recruter. C'est le cas, par exemple, du complexe frontalier de Banki et d'Amchidé qui a été l'enjeu de nombreuses batailles avec Boko Haram tout au long de l'année 2014. Côté nigérian, Banki était un gros centre de contrebande qui abritait une imposante mosquée et où résidaient plusieurs familles de notables du Borno, tels les Tudjani⁴. Côté camerounais, la localité d'Amchidé accueillait pour sa part un dispensaire de santé et de nombreux bars où les Bornouans allaient s'encanailler et chercher des filles pour échapper au régime sec de la charia, en vigueur depuis 2002...

3. Abdulkareem, Mohammed Babangida [2010], *The paradox of Boko Haram*, Kaduna, Moving Image Ltd., p.30.

4. Bennafla, Karine [mars 1999], « La fin des territoires nationaux? État et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique Africaine* no 73, p.40.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

Le Tchad atteint par effet de capillarité

Séparé du Nigeria par un lac que l'on peut désormais franchir à pied en saison sèche, le Tchad présente un cas de figure un peu différent. Dans un premier temps, il a été moins directement touché que le Niger et le Cameroun par le prosélytisme « campagnard » de Boko Haram. Historiquement, les îles du lac Tchad ont en effet servi de refuge à des populations de pêcheurs animistes comme les Buduma, qui ont longtemps résisté au processus d'islamisation de la région du Borno. Par curiosité ou par conviction, des ministres du gouvernement d'Idriss Deby ne sont pas moins allés à Maiduguri assister aux prêches de Mohamed Yusuf avant que celui-ci soit assassiné par la police nigériane en 2009⁵.

À mesure que la répression militaire s'accroissait au Nigeria, l'agglomération de Ndjamena a alors servi de refuge aux cadres du mouvement, tout comme à ses ennemis, d'ailleurs. Le très controversé gouverneur du Borno de 2003 à 2011, Ali Modu Sheriff, avait par exemple courtoisé et utilisé la secte pour éliminer ses opposants et gagner les élections régionales. À la fin de son mandat, il s'est installé à Ndjamena et y a créé une société, SAS Petroleum, dirigée par un ancien ministre du pétrole tchadien, Eugene Tabe⁶. Tenu pour responsable de l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf, Ali Modu Sheriff est sur la liste noire de Boko Haram. Mais les contacts qu'il a entretenus avec certains combattants de la secte en vue de gagner les élections lui permettent aujourd'hui de s'afficher comme un des principaux intermédiaires du Tchad pour contenir l'avancée des djihadistes, quoi qu'il en soit de son échec à négocier un cessez-le-feu fin 2014.

Une stratégie difficile à décrypter

Qu'il s'agisse du Niger, du Tchad ou du Cameroun, il apparaît finalement que la secte disposait d'implantations anciennes dans les pays riverains de l'État nigérien du Borno. Ses hommes ont longtemps circulé dans la zone sans être inquiétés outre mesure, sur la base d'une sorte de pacte de non-agression mutuelle. En revanche, la situation s'est dégradée à partir du moment où le Niger, le Tchad et le Cameroun ont publiquement annoncé qu'ils allaient collaborer avec le Nigeria pour écraser le mouvement. Sur le terrain, les hostilités ont parfois démarré à la suite de simples opérations de police. Au Cameroun, par exemple, c'est lorsque la gendarmerie a arrêté une dizaine de militants de Boko Haram que la secte a, pour la première fois, cautionné l'enlèvement d'expatriés, en l'occurrence la famille Moulin-Fournier dans le parc de Waza en février 2013.

5. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine [2014], « Boko Haram and politics: From insurgency to terrorism », in Pérouse de Montclos, Marc-Antoine (ed.), *Boko Haram: Islamism, Politics, Security, and the State in Nigeria*, Ibadan, IFRA-Nigeria, Leiden, African Studies Centre, Waposo Series n°2, p.141.

6. Créée en 2011, SAS porte le nom de son fondateur (Senator Ali Modu Sheriff) et est active dans le sud du pays, où elle cherche à explorer le gisement d'Erdis IV et aurait des intérêts dans les permis de la société Global Petroleum, au beau milieu de la ville de Bébédjia.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

Depuis lors, les affrontements ont pris de l'ampleur. Dans la région, la secte a en effet réussi à agglomérer des bandes armées se réclamant désormais de Boko Haram, quitte à imputer au groupe des attaques qui relèvent d'abord de la criminalité transfrontalière et qui ne sont pas toujours commanditées par son leader, « l'imam » Abubakar Shekau. Il s'agit notamment des coupeurs de routes peuls, les *konta konta* (« couche-toi ») au Niger ou les *zargina* (« visages masqués ») au Cameroun. Très vraisemblablement, Boko Haram s'est aussi étendu parmi les réfugiés, victimes des exactions et des tentatives de conscription forcée de l'armée nigérienne et de ses auxiliaires, les milices dites *Yan Gora* (« ceux qui portent le bâton »). Dans le Borno, la population civile est littéralement prise entre deux feux. Quand les survivants viennent ramasser les cadavres après une attaque contre leur village, ils risquent toujours d'être accusés de complicité avec l'ennemi et d'être éliminés par l'armée ou par Boko Haram.

La stratégie d'expansion de la secte reste cependant difficile à décrypter depuis l'exécution extrajudiciaire de Mohamed Yusuf et la reprise en main du mouvement par Abubakar Shekau. En effet, la « Congrégation des Compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte » (*Jama'atu Ahlis-Sunnah Lidda'awati Wal Jihad*, le vrai nom de Boko Haram) cherche aussi à sanctuariser une « terre islamique pure » en coupant les ponts qui relient la région du Borno aux pays voisins ou à l'État nigérien du Gombe. En août 2014, notamment, les Bataillons d'Intervention Rapide (BIR) du Cameroun ont réussi à repousser à Fotokol une attaque des insurgés qui cherchaient à faire sauter le seul pont d'importance sur la route entre Maiduguri et Ndjamena, à la sortie de Gambaru. Autre surprise, les hommes de Boko Haram continuent par ailleurs de combattre avec des moyens rudimentaires. Dans le Nord du Cameroun, les assaillants utilisent en l'occurrence des motos trial de fabrication chinoise pour partir à l'assaut des villages proches de la frontière, par exemple sur la route de Torou près de Mokolo en septembre 2014. À l'arrière des engins pilotés par des « cascadeurs », s'entassaient ainsi un servant et un tireur qui sont chargés de mener l'attaque⁷.

Une coopération régionale au point mort

Dans un tel contexte, on peut se demander quel type de réponse peuvent apporter les armées de la région. Les tentatives de coopération militaire se heurtent en effet à des obstacles d'ordre institutionnel et politique tout à la fois. Pour l'instant, les résultats ne sont guère probants. Au moment même où, en octobre 2014, le Nigeria et le Tchad annonçaient, qui un cessez-le-feu, qui la libération prochaine des collégiennes de Chibok, le Cameroun lançait ainsi une bataille contre Boko Haram à Amchidé, témoignant d'une totale absence de concertation. À cette occasion, les armées de ces trois pays devaient d'ailleurs se déconsidérer encore davantage : il n'y eut finalement ni trêve, ni libération d'otages, ni victoire militaire. Quant à la MJTF (Multilateral Joint Task Force), qui était censée

7. Seignobos, Christian [2015], « Boko Haram et les monts Mandara : Califat, islamisation de masse et motos chinoises », *Afrique contemporaine* à paraître.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

réunir des unités du Nigeria, du Niger et du Tchad, elle a quasiment cessé d'organiser des patrouilles conjointes le long de la frontière malgré la conférence de Paris qui, en mai 2014, avait essayé de relancer les efforts de coopération militaire!

Début janvier 2015 au Nigeria, les insurgés s'emparaient alors de la caserne de Baga, qui abritait le commandement de la MJTF, et consacraient l'échec des armées de la région à contenir Boko Haram. Depuis lors, le Tchad a déployé des troupes au Niger et au Cameroun, esquissant la possibilité d'une plus grande intégration militaire du côté francophone. Il a également obtenu que le commandement de la MJTF soit transféré de Baga à Ndjamena. Mais les velléités tchadiennes et camerounaises de prendre le relais d'une armée nigériane défaillante se heurtent aux réticences du géant anglophone, qui ne veut pas de troupes étrangères sur son territoire. En pratique, Abuja a refusé de laisser le Tchad reprendre la base militaire de Baga et n'a pas autorisé le Cameroun à exercer un droit de poursuite au-delà de la frontière, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché Ndjamena et Yaoundé de bombarder des positions rebelles du côté nigérian.

Les blocages sont d'ordre institutionnel. Le Niger et le Nigeria sont membres de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest); le Tchad et le Cameroun, de la CEMAC (Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale). Pour que ces quatre pays puissent dialoguer, il a donc fallu ranimer une plateforme de coopération devenue inerte, la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). Mais autant la CEDEAO a pu jouer un rôle pour contrer les djihadistes au Mali à partir de 2012, autant la CBLT fait figure de coquille vide. Établie en 1962 et ratifiée en 1964, celle-ci avait pour but, entre autres, de prévenir les conflits frontaliers, notamment à propos de l'exploitation des ressources halieutiques. Or elle n'a jamais réussi à exercer le rôle d'arbitrage que la CIJ (Cour Internationale de Justice) a finalement assumé.

Des conflits frontaliers

Pays le plus affecté par la baisse des eaux du lac, le Nigeria revendique en effet la souveraineté d'îles comme Tomba Moto au Niger, Tatawa, Hadidé et Kinasserom au Tchad et Darak au Cameroun. Des barres de fer sont censées délimiter la frontière lacustre entre les quatre pays. Mais elles sont seulement visibles en saison sèche, de février à septembre. Les contestations sont donc fréquentes et la dispute a même pu dégénérer brièvement en conflit armé entre le Tchad et le Nigeria en avril-juin 1983. Aujourd'hui, la tension est surtout perceptible avec le Cameroun. Elle porte en l'occurrence sur des terres qui sont apparues autour de Darak à mesure que les eaux du lac se retiraient⁸. Composée de 14 îles et 21 villages abritant une vingtaine de milliers d'habitants, la zone présente un certain intérêt économique car elle permet de contrôler une partie des flux commerciaux de la

8. Abdouraman, Halirou [2008], « Le conflit frontalier Cameroun-Nigeria dans le lac Tchad : les enjeux de l'île de Darak, disputée et partagée », *Cultures & Conflits* n° 72, pp.57-76.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

sous-région et s'avère propice à la pêche, avec une production à la hausse depuis que des émigrés nigériens s'y sont installés à la suite des sécheresses de 1972-1973.

Il convient ainsi de rappeler qu'à l'exception du Niger, toutes les armées de la région ont combattu le Nigeria à un moment ou à un autre de leur histoire postcoloniale. Ravagé par de nombreuses guerres civiles, le Tchad, d'abord, a pu pâtir des interférences de son puissant voisin. A l'occasion d'une conférence de paix organisée à Kano en mars-avril 1979, par exemple, le Nigeria a soutenu la faction kanouri d'Aboubakar Abdel Rahmane au sein du Front de libération nationale du Tchad. Rebaptisé Mouvement populaire de libération du Tchad, celui-ci préconisait une solution africaine à la crise et demandait le départ des troupes françaises postées à Ndjamena. Dans le cadre d'une opération de paix sous l'égide de l'OUA de novembre 1981 à juin 1982, le Nigeria devait ensuite déployer sur place 2 000 soldats qui ne parvinrent d'ailleurs pas à empêcher la prise de la capitale tchadienne par les hommes de Hissène Habré.

Le Cameroun n'a pas non plus été épargné. En 1994, il a combattu le Nigeria à propos d'une frontière disputée le long de la péninsule pétrolière de Bakassi sur la façade Atlantique du pays. Le gouvernement camerounais a en outre lié cette affaire à celle des îles de Darak, où l'armée nigérienne avait planté son drapeau en 1987. En 1994, sa plainte déposée à la CIJ portait sur les deux questions. En 2002, Yaoundé a alors obtenu que les prétentions d'Abuja sur sa zone du lac Tchad soient rejetées. Soucieux d'affirmer sa présence dans une région délaissée par le pouvoir central, le gouvernement camerounais a ensuite érigé Darak en chef-lieu d'arrondissement en 2004.

La mauvaise volonté du Nigeria

Les tensions frontalières entre le Nigeria et ses voisins ne sont cependant pas le seul problème limitant les possibilités de coopération militaire à une échelle régionale. Plus fondamentalement, le géant démographique et économique de l'Afrique s'avère rétif à toute perspective d'ingérence sur son territoire, en particulier depuis que des organisations humanitaires étrangères ont violé sa souveraineté nationale en montant un pont aérien au profit des rebelles pendant la guerre de sécession du Biafra, de 1967 à 1970.

Sur la scène internationale, le Nigeria a toujours entretenu des prétentions à jouer un rôle de gendarme régional, que ce soit au Tchad dans les années 1980, au Libéria et en Sierra Leone dans les années 1990 ou au Darfour et au Mali dans les années 2000 et 2010. Sur le plan diplomatique, il abrite le siège de la CEDEAO et la troisième plus grosse délégation de l'Union européenne en Afrique, après l'Éthiopie et l'Afrique du Sud. Sur le plan militaire, en revanche, il est foncièrement hostile à l'éventualité d'une opération de paix sur son territoire, ce qui ne l'empêche pas de demander des formations et des armes sophistiquées. Les puissances occidentales sont assez démunies à cet égard. L'ancien colonisateur britannique y garde un profil bas et la France n'y a pas ou peu d'influence

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

diplomatique. Malgré sa présence au Niger, au Cameroun et, surtout, au Tchad, qui abrite le commandement de l'Opération Barkhane, sa coopération avec le Nigeria est limitée — suivant les années, la plus grosse économie d'Afrique ne reçoit que 1 % à 3 % des engagements financiers de l'AFD (Agence française de développement) dans le monde, par exemple en 2012 et 2013.

Quant aux États-Unis, ils ont dû renoncer à leurs programmes de formation à la lutte contre le terrorisme, qui sont tombés à moins d'un million de dollars pour l'année 2015⁹. Poussé par la pression médiatique qu'avait entraînée l'affaire de l'enlèvement des collégiennes de Chibok par Boko Haram en avril 2014, Washington a vainement essayé de monter de toutes pièces un bataillon de 650 hommes entraînés par 12 instructeurs américains. L'idée était de créer une unité professionnelle et susceptible de répondre aux obligations d'un amendement qui, voté en 2008 à l'initiative du sénateur démocrate Patrick Leahy, interdit aux États-Unis de former et équiper des armées ayant commis des crimes de guerre et violé les droits de l'homme en toute impunité — ce qui est le cas de la soldatesque nigériane dans le Borno. Résultat, le gouvernement du président Goodluck Jonathan s'est plaint du refus de Washington de lui fournir des équipements létaux, en l'occurrence des hélicoptères Cobra, et a mis un terme à la formation du 143^e bataillon.

Conjuguée à cette mauvaise volonté politique, la profonde corruption de l'institution militaire nigériane ne laisse pas non plus beaucoup d'espoirs en matière de coopération militaire. Les soldats déployés sur le terrain dans le Borno manquent de munitions et ne sont pas toujours payés parce que l'argent est détourné à Abuja, situation qui démoralise les troupes et entraîne des mutineries. De plus, l'armée nigériane a la triste habitude de tirer sur les civils, limitant d'autant le soutien des populations locales sans lesquelles il n'est pas possible de gagner une guerre asymétrique contre un ennemi invisible tel que Boko Haram. Enfin, les chaînes de décision s'avèrent très fragiles dans un système fédéral qui voit se dresser l'un contre l'autre le pouvoir central et l'opposition, aux commandes de la région du Borno : une situation encore aggravée par la perspective des élections présidentielles prévues en mars 2015.

Un test de résistance pour le Niger, le Cameroun et le Tchad

De ce point de vue, on pourrait imaginer que l'armée devrait être plus efficace dans des États centralisés et jacobins comme le Niger, le Cameroun et le Tchad. Les capacités militaires des uns et des autres n'en sont pas moins restreintes par des contraintes d'ordre matériel, politique, démographique et géographique tout à la fois. Territoire immense et peu densément peuplé, le Niger, pour commencer, est déjà préoccupé par l'évolution

9. Campbell, John [2014], *U.S. Policy to Counter Nigeria's Boko Haram*, New York, Council on Foreign Relations, p.17.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

des fronts djihadistes au Mali et en Libye. Dans le Sud-Est, il a entrepris en 2014 de verrouiller la frontière avec le Nigeria dans le cadre de l'Opération Ngaa (Bouclier). Afin d'éviter des bavures susceptibles de provoquer l'hostilité de la population, les autorités ont pris soin de mettre la garde nationale en première ligne, avec le soutien de l'armée en deuxième rideau¹⁰. Mais la tâche s'avère titanesque. La frontière a toujours été poreuse et, concrètement, impossible à contrôler. D'ailleurs, les Britanniques s'y étaient déjà cassé les dents quand, pendant la Seconde Guerre mondiale, ils avaient voulu la fermer afin d'isoler le gouverneur français du Niger, qui était resté fidèle au régime de Vichy, contrairement à Felix Éboué à Fort Lamy¹¹.

Fragilisé par les émeutes islamistes de Zinder et Niamey en janvier 2015, le président Mahamadou Issoufou prend aussi beaucoup de risques à vouloir intervenir plus fermement et ostensiblement dans la lutte contre Boko Haram. Une partie de la population lui reproche déjà d'être trop proche de la France et de s'être déplacé à Paris pour commémorer les victimes des attentats de Charlie Hebdo plutôt que d'assister à l'enterrement de soldats nigériens tombés sur le front malien. De plus, la perspective des prochaines élections, prévues pour mars 2016, pourrait pousser le gouvernement à chercher à composer avec les fondamentalistes. Même si elles sont infondées, les fréquentes rumeurs de la rue à propos de la possibilité d'un coup d'État montrent toute la fragilité des pouvoirs en place.

En comparaison, le Cameroun semble plus déterminé à lutter contre Boko Haram. Mais ses atouts sont aussi des faiblesses. Ainsi, sa structure centralisée est source d'inertie : les préfets en poste dans le Nord du pays doivent systématiquement attendre les ordres de Yaoundé pour prendre la moindre décision. De plus, le Cameroun n'échappe pas aux maux du Nigeria en matière de corruption, de faiblesse des institutions et de duplication des chaînes de commandement. Dans le Nord, ses forces de sécurité n'ont jamais vraiment réussi à mettre un terme aux trafics d'armes et aux exactions des coupeurs de routes *zargina*. La présence de l'État y est faible, obligeant la population à composer avec les insurgés. En témoignage, par exemple, la complicité du maire de Fotokol avec un trafiquant d'armes de Boko Haram, Abakar Ali, arrêté à Kousséri en septembre 2014 et libéré un mois après en échange de la libération d'otages chinois et camerounais entre les mains des insurgés.

Comme au Nigeria, les forces de sécurité sont aussi très touchées par la corruption. Au cours d'une mutinerie vite maîtrisée en décembre 2012, des « soldats patriotes » de la garde présidentielle ont ainsi dénoncé les détournements de soldes et les malversations de leur hiérarchie. Comme au Nigeria, encore, le Cameroun est confronté à de sérieux problèmes de coordination. En effet, l'armée régulière et les BIR obéissent à deux chaînes de commandement différentes avec des budgets qui dépendent du ministère de la Défense

10. Entretien avec le président de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix, le colonel major Mahamadou Abou Tarka, Niamey, 5 juillet 2014.

11. À l'époque, il n'existait tout simplement aucun poste de douane ou de police le long des 600 kilomètres de frontière du Borno ! La situation n'est pas vraiment meilleure aujourd'hui. Cf. Niven, Rex [1982], *Nigerian kaleidoscope : memoirs of a colonial servant*, London, Hurst, p.181.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

pour la première et des financements secrets de la Société nationale des hydrocarbures (SNH) pour les seconds. Bien entendu, ce traitement différencié provoque en permanence des tensions. Nettement privilégiées, les BIR court-circuitent la hiérarchie militaire et répondent directement aux ordres de l'état-major particulier du président Paul Biya. Elles ont d'ailleurs été formées pour protéger le palais présidentiel en milieu urbain à Yaoundé, et non pour combattre en zone sahélienne.

Début 2015, l'intervention de l'armée tchadienne dans le Nord du Cameroun a finalement mis à nu les défaillances des forces de sécurité d'un régime vieillissant. Au pouvoir depuis 1982, le président Paul Biya ressort fragilisé de cet aveu de faiblesse qui le décrédibilise aux yeux des nationalistes camerounais. Le Tchad lui-même n'est pas à l'abri d'un risque de déstabilisation : la rumeur veut que des Gorane aient rejoint les insurgés afin de combattre l'emprise des Zaghawa du président Idriss Déby. Ndjamena a en fait déployé ses troupes dans le Nord du Cameroun pour trois principales raisons. La première est que la menace de Boko Haram se rapprochait dangereusement de la capitale, longtemps épargnée par le groupe. En janvier 2015, la prise de la caserne de la péninsule de Baga n'a fait qu'entériner la présence armée de la secte sur de nombreuses îles du lac Tchad. Dans le même temps, l'intensification des combats dans le Nord du Cameroun risquait d'asphyxier l'économie tchadienne. En effet, l'approvisionnement de Ndjamena depuis le port de Douala passe par ce goulet d'étranglement. La progression de Boko Haram vers le sud de l'Adamawa nigérian est tout aussi inquiétante, sachant que le pipeline exportant le pétrole tchadien rejoint le Cameroun à hauteur de Yola. Enfin, Ndjamena avait tout intérêt à intervenir avant que la saison sèche permette aux insurgés de franchir les zones marécageuses du lac pour étendre leurs attaques tous azimuts.

Conclusion

Alors que les pays de la région sont déjà déstabilisés par l'afflux de réfugiés en provenance du Nigeria, leur engagement militaire révèle ainsi de grandes vulnérabilités. En effet, la lutte contre Boko Haram est un véritable test de résistance qui met à l'épreuve des régimes parlementaires mais fragiles au Niger ou autoritaires et usés par le pouvoir au Cameroun et au Tchad. Sous l'égide de l'UA et de la CBLT s'esquisse, au mieux, un début de coopération entre les armées des pays francophones de la région. Le Nigeria anglophone, lui, n'est pas vraiment de la partie. Or la résolution de la crise passe forcément par Abuja¹². Outre qu'elle est source de tensions supplémentaires, l'impulsion militaire des voisins francophones du Borno ne permettra sûrement pas, à elle seule, de compenser les défaillances du géant de l'Afrique. C'est bien du côté d'Abuja que la communauté internationale doit d'abord concentrer ses efforts.

12. Pour des propositions à ce sujet, voir Pérouse de Montclos, Marc-Antoine [2014], *Nigeria's Interminable Insurgency? Addressing the Boko Haram Crisis*, London, Chatham House, Research Paper, 36 p.

LES ENJEUX RÉGIONAUX DE L'INSURRECTION DE BOKO HARAM DANS LE NORD-EST DU NIGERIA

De plus, il convient de ne pas répéter les mêmes erreurs qu'au Nigeria, où les abus de l'armée et l'absence de protection des témoins ont alimenté une omerta favorable à Boko Haram. Rappelons à cet égard que les pratiques prédatrices des soldats tchadiens ont largement contribué au chaos en Centrafrique, quoi qu'il en soit des mérites qu'on veut maintenant leur prêter concernant leur engagement aux côtés des troupes françaises pour combattre les djihadistes dans le Nord du Mali en 2013. La remarque vaut pour le Niger et le Cameroun. À l'avenir, les détentions sans jugements et les brutalités des forces de sécurité pourraient aussi y aliéner la population et provoquer un mouvement de révolte. La militarisation des régions frontalières du Borno est à double tranchant. À Diffa au Niger, par exemple, elle inquiète la population qui, par crainte d'éveiller les soupçons, évite de mentionner le nom de Boko Haram et préfère désormais parler des *Yarran Mallam* en haoussa : « les enfants du maître » (en l'occurrence Mohamed Yusuf). En outre, le renforcement de la surveillance policière donne lieu à toutes sortes de dénonciations qui servent en fait à se débarrasser du voisin encombrant pour régler de vieux litiges à propos des terres ou des femmes !

Il importe à cet égard de mettre en balance les effets positifs et négatifs à attendre d'une surmilitarisation de la réponse à Boko Haram. Pour l'instant, la répression des armées nigériane et camerounaise n'a guère été probante : non seulement elle n'a pas mis fin aux exactions de la secte, mais en plus elle a pu susciter l'hostilité d'une partie de la population du Borno sans que il n'est pas possible de gagner une guerre asymétrique. Or on ne voit pas du tout pourquoi les forces tchadiennes feraient mieux au vu de leurs tristes précédents en Centrafrique. Il n'y a donc pas beaucoup à attendre de l'établissement virtuel d'une force panafricaine qui risque de se résumer à une coopération entre pays francophones et qui restera handicapée par la mauvaise volonté nigériane. Les limites d'une réponse militaire à la crise obligent à repenser les autres options, de l'aide humanitaire jusqu'au renforcement des services publics de base afin de légitimer des États faibles, en passant par la négociation d'une sanctuarisation ou d'une amnistie pour les insurgés.